

l'armée de réserve industrielle réduisent le marché pour les produits agricoles. La chute qui en résulte du pouvoir d'achat des petits paysans, réduit le marché pour les produits capitalistes. L'abaissement constant de la capacité générale d'achat des masses ouvrières et paysannes s'oppose ainsi de plus en plus violemment à une production agricole de plus en plus abondante, composée surtout de produits de grande consommation.

L'existence d'une surproduction agricole endémique (clairement établie par les chiffres des stocks mondiaux de blé qui triplent de 1926 à 1933) renforce les éléments de décomposition agissant au sein de la crise générale du capitalisme, du fait qu'une telle surproduction se différenciant de la surproduction capitaliste proprement dite est irréductible (si ce n'est pas l'intervention « providentielle » des agents naturels) en raison du caractère spécifique de la production agraire encore insuffisamment centralisée et capitalisée et occupant des millions de familles.

Ayant déterminé les conditions qui délimitent strictement le champ à l'intérieur duquel doivent évoluer les contradictions inter-impérialistes, il est aisé de déceler le vrai caractère de cette « insolite » prospérité de la période de « stabilisation » du capitalisme. Le développement considérable des forces productives et de la production, du volume des échanges mondiaux, du mouvement international des capitaux, traits essentiels de la phase ascendante 1924-1928 s'expliquent par la nécessité d'effacer les traces de la guerre, de reconstituer la capacité productive primitive, pour l'utiliser à la réalisation d'un objectif fondamental : le parachèvement de la structure économique et politique des Etats impérialistes, conditionnant leurs capacités de concurrence et l'édification d'économies adaptées à la guerre. Il est dès lors évident que toutes les fluctuations conjoncturelles très inégales, bien qu'évoluant sur une ligne ascendante, ne feront que refléter les modifications intervenant dans le rapport des forces impérialistes que Versailles avait fixé en sanctionnant le nouveau partage du monde.

L'essor de la technique et de la capacité de production prend des proportions gigantesques particulièrement en Allemagne. Après la tourmente inflationniste de 1922-1923 les investissements de capi-

taux anglais, français et surtout américains, y sont tels que beaucoup de ceux-ci ne trouvent pas à s'employer à l'intérieur et sont réexportés par le canal des banques notamment vers l'U.R.S.S., pour le financement du plan quinquennal.

Au cours même du processus d'expansion des forces productives, la virulence de la loi dégénérante de la baisse du taux de profit s'accroît. La composition organique s'élève encore plus rapidement que ne se développe l'appareil de production et cela se vérifie surtout dans les branches fondamentales, d'où résulte une modification interne du capital constant : la partie fixe (machines) augmente fortement par rapport à la partie circulante (matières premières et approvisionnements consommés) et devient un élément rigide alourdissant les prix de revient dans la mesure où fléchit le volume de la production et où le capital fixe représente la contre-valeur de capitaux d'emprunts. Les plus puissantes entreprises deviennent ainsi les plus sensibles au moindre déclin de la conjoncture. En 1929, aux Etats-Unis, en pleine prospérité la production maximum d'acier nécessite seulement 85 p.c. de la capacité productive et en mars 1933, cette capacité utilisée tombera à 15 p.c. En 1932, la production des moyens de production pour les grands pays industriels ne représentera même pas, en valeur, l'équivalent de l'usure normale du capital fixe.

De tels faits n'expriment qu'un autre aspect contradictoire de la phase dégénérante de l'Impérialisme : maintenir l'indispensable potentiel de guerre au moyen d'un appareil productif partiellement inutilisable.

Entretemps, pour essayer d'alléger les prix de revient, le Capital Financier recourt aux moyens que nous connaissons déjà : à la réduction des prix des matières premières, abaissant la valeur de la partie circulante du capital constant ; à la fixation de prix de vente au-dessus de la valeur, procurant un surprofit ; à la réduction du capital variable, soit par la baisse directe ou indirecte des salaires, soit par une intensification du travail équivalant à une prolongation de la journée de travail et réalisée par la rationalisation et l'organisation du travail à la chaîne. On comprend pourquoi ces dernières méthodes ont été le plus rigoureusement appliquées dans les pays techniquement les plus développés, aux Etats-

Unis et en Allemagne, infériorisés dans les périodes de faible conjoncture, en face de pays moins évolués, où les prix de revient sont beaucoup plus sensibles à une baisse de salaires. La rationalisation se heurte cependant aux frontières de la capacité humaine. De plus, la baisse des salaires ne permet d'augmenter la masse de plus-value que dans la mesure où la base d'exploitation, le nombre de salariés au travail, ne se rétrécit pas. Par conséquent, la solution du problème fondamental : conserver la valeur des capitaux investis en même temps que leur rentabilité, en produisant et en réalisant le maximum de plus-value et de surprofit (son prolongement parasitaire), doit être orientée vers d'autres possibilités. Pour laisser vivre des capitaux « non-viables » et leur assurer un profit, il faut les alimenter d'argent « frais » que le Capital Financier se refuse évidemment à prélever sur ses propres ressources. Il le puise donc, soit dans l'épargne mise à sa disposition, soit par le truchement de l'Etat, dans la poche des consommateurs. De là le développement des monopoles d'Etat, des entreprises mixtes (à participation étatique) ; la création d'onéreuses entreprises « d'utilité publique », les prêts, les subventions aux affaires non rentables ou la garantie étatique de leurs revenus. De là aussi le contrôle des budgets la « démocratisation » des impôts, par l'élargissement de la base imposable, les dégrèvements fiscaux en faveur du Capital, en vue de ranimer les « forces vives » de la Nation, la compression des charges sociales « non productives », les conversions de rentes, etc.

Cependant, même cela ne peut suffire. La masse de plus-value produite reste insuffisante et le champ de la production, trop étroit, doit être étendu. Si la guerre est le grand débouché de la production capitaliste, dans la « paix » le militarisme (en tant qu'ensemble des activités préparant la guerre), réalisera la plus-value des productions fondamentales contrôlées par le Capital Financier. Celui-ci pourra en délimiter la capacité d'absorption par l'impôt enlevant aux masses ouvrières et paysannes une fraction de leur pouvoir d'achat et la transférant à l'Etat, acheteur de moyens de destruction et « entrepreneur de travaux » à caractère stratégique. Le répit ainsi obtenu ne peut évidemment résoudre les contrastes. Comme Marx le prévoyait déjà « la

contradiction entre la puissance sociale générale finalement constituée par le Capital et le pouvoir de chaque capitaliste de disposer des conditions sociales de la production capitaliste se développe de plus en plus ». Tous les antagonismes internes de la Bourgeoisie doivent être absorbés par son appareil de domination, l'Etat capitaliste, qui devant le péril, est appelé à devoir sauvegarder les intérêts fondamentaux de la classe dans son ensemble et à parachever la fusion, déjà en partie réalisée par le Capital Financier des intérêts particuliers des diverses formations capitalistes. Moins il y a de plus-value à partager, plus les conflits internes sont aigus et plus cette concentration s'avère impérieuse. La bourgeoisie italienne est la première à recourir au fascisme parce que sa fragile structure économique menace de se rompre, non seulement sous la pression de la crise de 1921, mais également sous le choc des violents contrastes sociaux.

L'Allemagne, puissance sans colonies, reposant sur une faible base impérialiste, est contrainte, dans la quatrième année de la crise mondiale, de concentrer l'entière des ressources de son économie au sein de l'Etat totalitaire en brisant la seule force qui eût pu opposer à la dictature capitaliste sa propre dictature : le prolétariat. De plus, c'est en Allemagne que le processus de transformation de l'appareil économique en instrument pour la guerre, est le plus avancé. Par contre, les groupements impérialistes plus puissants, tels la France et l'Angleterre, disposant encore de considérables réserves de plus-value ne sont pas encore entrés résolument dans la voie de la centralisation étatique.

Nous venons de marquer que l'essor de la période de 1924-1928 évolue en fonction de la restauration et du renforcement structurel de chacune des puissances impérialistes, dans l'orbite desquelles viennent graviter les Etats secondaires, suivant leurs affinités d'intérêts. Mais précisément du fait que l'essor comporte ces deux mouvements contradictoires bien qu'étroitement dépendant, l'un d'expansion de la production et de la circulation des marchandises, l'autre de fractionnement du marché mondial en économies indépendantes, son point de saturation ne peut tarder.

La crise mondiale, que les beaux représentants du libéralisme économique vou-